

Réchauffement ou échauffement des esprits

La violence des attaques des bien-pensants contre toute personne mettant en doute le réchauffement climatique et ses conséquences devrait inciter à se demander si l'emballage médiatique et politique, associé à une soudaine, officielle, surprenante et suspecte américanophilie pour Al Gore et anglophilie pour le rapport de Nick Stern du 28 octobre, ne cache pas des pensées moins pures. Il s'agit de cultiver les peurs (toujours vendeuses pour les hommes politiques, les médias et l'intégrisme écologique)... et même, avancent certains mauvais esprits, de justifier les crédits de recherche et accroître les rentes de certains laboratoires. La diabolisation du doute scientifique de Claude Allègre et de très nombreux autres scientifiques annonce un vent mauvais, celui de l'intolérance et des procès en sorcellerie.

La réalité du réchauffement climatique est maintenant reconnue (encore que l'on ne parle jamais de ses conséquences positives). La question centrale est désormais de déterminer quelle est la part de responsabilités respectives entre activités humaines et phénomènes naturels dont la préhistoire et l'histoire ont été le témoin. Cette question des causes du réchauffement est capitale car

elle dicte les politiques à suivre. – Si le réchauffement climatique est dû uniquement à l'émission de gaz à effet de serre, il convient en effet de mettre tout en œuvre pour supprimer la cause et si possible réparer les dégâts. Autrement dit cesser toutes émissions de dioxyde de carbone. Or cela est strictement impossible sauf à supprimer l'humanité... rêve d'ail-

Halte au fondamentalisme écologique !

leurs souvent caressé par l'écologie profonde. Donc l'accord de Kyoto, même généralisé à l'ensemble de la planète, ne pourra dans le meilleur des cas que ralentir à long terme un phénomène d'une très grande inertie ; autrement dit, même si on y consacre des ressources immenses, le réchauffement climatique d'origine anthropique semble difficilement maîtrisable.

– La deuxième hypothèse est que les causes sont d'ordre naturel, cosmique ou autres. Dans ce cas, il y a rien à faire ou, plutôt, tout faire pour s'adapter.

On le voit, l'incertitude, ou plutôt l'hypothèse raisonnable, est que le réchauffement climatique a

une double causalité, ce qui conduit à envisager simultanément deux politiques complémentaires.

– La première consiste précisément à lutter contre les causes anthropiques en combinant les outils réglementaires avec les incitations économiques, dont les mécanismes de marché, afin d'en minimiser les coûts économiques. – Mais il importe aussi de considérer l'autre bout de la chaîne, à savoir l'adaptation des sociétés humaines pour faire face à une situation changeante. La stratégie d'adaptation doit mobiliser autant d'énergie que celle consacrée à la réduction des émissions. Or l'adaptation ne peut pleinement réussir que si les sociétés sont techniquement et économiquement avancées. La recherche et la technologie seront indispensables si l'on entend séquestrer le carbone, construire des véhicules non polluants, recourir à l'hydrogène, repenser l'urbanisation, modifier les techniques agricoles...

La recette est donc bien la croissance et non la décroissance économique, comme nous le proposent les orphelins des prédictions catastrophiques du Club de Rome en 1970. L'adaptabilité et la résilience de nos sociétés aux effets négatifs (ou positifs ?) du réchauffement climatique impliquent une diffusion de la richesse et la lutte contre la pauvreté. En définitive il est aussi important de favoriser la croissance économique mondiale et d'adapter nos

institutions à de nouvelles contraintes que de généraliser le traité de Kyoto (pour autant que cela soit politiquement possible). Cette réflexion de bon sens ne pourra qu'attrister tous ceux qui rêvent d'une société administrée, bureaucratique, planifiée... Où enfin la puissance publique, « *pouvoir immense et tutélaire... absolu, détaillé, prévoyant et doux* » (Tocqueville) prendrait notre destin en main. Ne vient-on pas de préconiser, en Grande-Bretagne, un crédit personnel de consommation de CO₂ enregistré sur carte à puce ! Orwell n'y avait pas pensé.

L'écologisme militant, par son désir impétueux de sauvegarder l'environnement par les voies les plus directes, c'est-à-dire la réglementation et la restriction des libertés individuelles, peut faire renaître sous une forme inattendue un nouveau totalitarisme car, comme l'affirmait Jean-François Revel, « *Les utopies sont des séductrices rusées qui proposent le contraire de ce qu'elles visent en réalité... Un des critères qui permet de repérer cet éventuel totalitarisme en préparation : c'est qu'il sera presque sûrement hostile au capitalisme.* » Le plus grand risque pour l'humanité est de s'éloigner de la raison et se laisser emporter par l'irrationalité et l'intolérance du fondamentalisme écologique. Sachons raison garder et donnons une égale priorité à la prévention et à l'adaptation.

MAX FALQUE est délégué général de l'Icrei.